LE CHAT DU 9.3

le retour

Bulletin n°3, épisode 9.3 Automne 2017

EDITO

Ce chat du 9.3 est un chat d'automne. Il prend des poils, il prend le temps aussi. Mais pas par plaisir. C'est plutôt le calme qui précède la rage. Le chat se fige, il fixe son adversaire. Il jauge le rapport de force. C'est ce que nos textes visent à faire. De l'université à l'école élémentaire, on observe le néo-libéralisme façon Macron en actes. En Seine Saint-Denis, il opère avec vigueur son action dissolvante des collectifs existants et possibles.

Les contrats aidés, c'était pas génial. Ce n'est plus rien du tout. Et 200.000 personnes qui n'auront plus de boulot d'ici janvier. Joyeux Noël. L'université, appauvrie à dessein, refuse du monde. Les agents, dans les écoles les collèges et les lycées, souffrent. Moralement, physiquement, les tâches deviennent éreintantes à force de sous-effectifs. Peut-être que le secteur privé, avec ses esclaves dont le contrat aura été « négocié » salarié par salarié grâce aux réformes par ordonnances, fera mieux le taf ? Et pendant ce temps, évaluations numérisées et fichage à tous les étages pour les élèves. « On » se souviendra toute leur vie de leurs coups d'éclat de gosses. Et quand il faudra en trouver un, de taf, qui sait si le dossier va pas ressortir d'on ne sait où.

Et l'employeur, qui n'aime déjà pas trop embaucher des gens avec l'accent du 9.3, va vite envoyer la candidature dans son dossier spam.

Tout ça on l'observe. Miauler de façon bien stridente, c'est pour annoncer le coup de griffe. Il viendra de vous qui nous lisez, de nous tous. Dans chaque établissement, ça commence par dire « **Non** », ensemble, aux chef·fe·s. Ensuite, à nous tous de transformer ce « non » libérateur en propositions libératrices. De l'argent pour cela, il y en a. Pour l'avoir, seule la lutte paiera.

TRADITIONALISTE

Jean-Michel Blanquer est en marche depuis longtemps dans les couloirs et les salons de l'Administration de l'éducation nationale. Membre des cabinets des ministres de Robien et Chatel, c'est lui qui organise la suppression des 80.000 postes d'enseignants sous Sarkozy. Recteur de l'académie de Créteil, il crée les « internats d'excellence » pour les « élèves méritants » (pas pour la racaille !) et, à la tête de la direction de l'enseignement scolaire, il multiplie les évaluations. C'est son truc : évaluer scientifiquement !

Les premières mesures de l'actuel locataire de la rue de Grenelle, essentiellement idéologiques, visent à dénoncer les pédagogies nouvelles et l'égalitarisme.

Oui, c'était mieux avant, quand 15 % d'une classe d'âge accédait au baccalauréat ! Le roman national, les valeurs d'une France intemporelle, nos ancêtres les gaulois, 1515 Marignan, les bienfaits de la colonisation, les blouses grises...

Ça sera sans nous : nous ne Blanquererons pas !

« Miauler de façon bien stridente, c'est pour annoncer le coup de griffe. Il viendra de vous qui nous lisez, de nous tous. Dans chaque établissement, ça commence par dire « Non », ensemble, aux chef·fe·s. »

Sommaire

- Edito *p.1*
- Face à la dégradation de nos conditions de travail *p.2*
- Témoignage les « sans-facs » *p.3*
- Pratique managériale de l'école *p.4*

FACE A LA DéGRADATION DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL

UNITé AVEC NOS COLLèGUES

L'Education nationale est une structure hiérarchique. Anti-autoritaires et partisan-ne-s de l'égalité, celles et ceux qui se retrouvent dans les valeurs et les pratiques défendues par la Fédération des Travailleuses de l'Education de la CNT ont ainsi pour habitude de dénoncer, à raison, les chef-fe-s et leur logique managériale dont l'accession de Jean-Michel Blanquer au ministère ressemble à un blanc-seing.

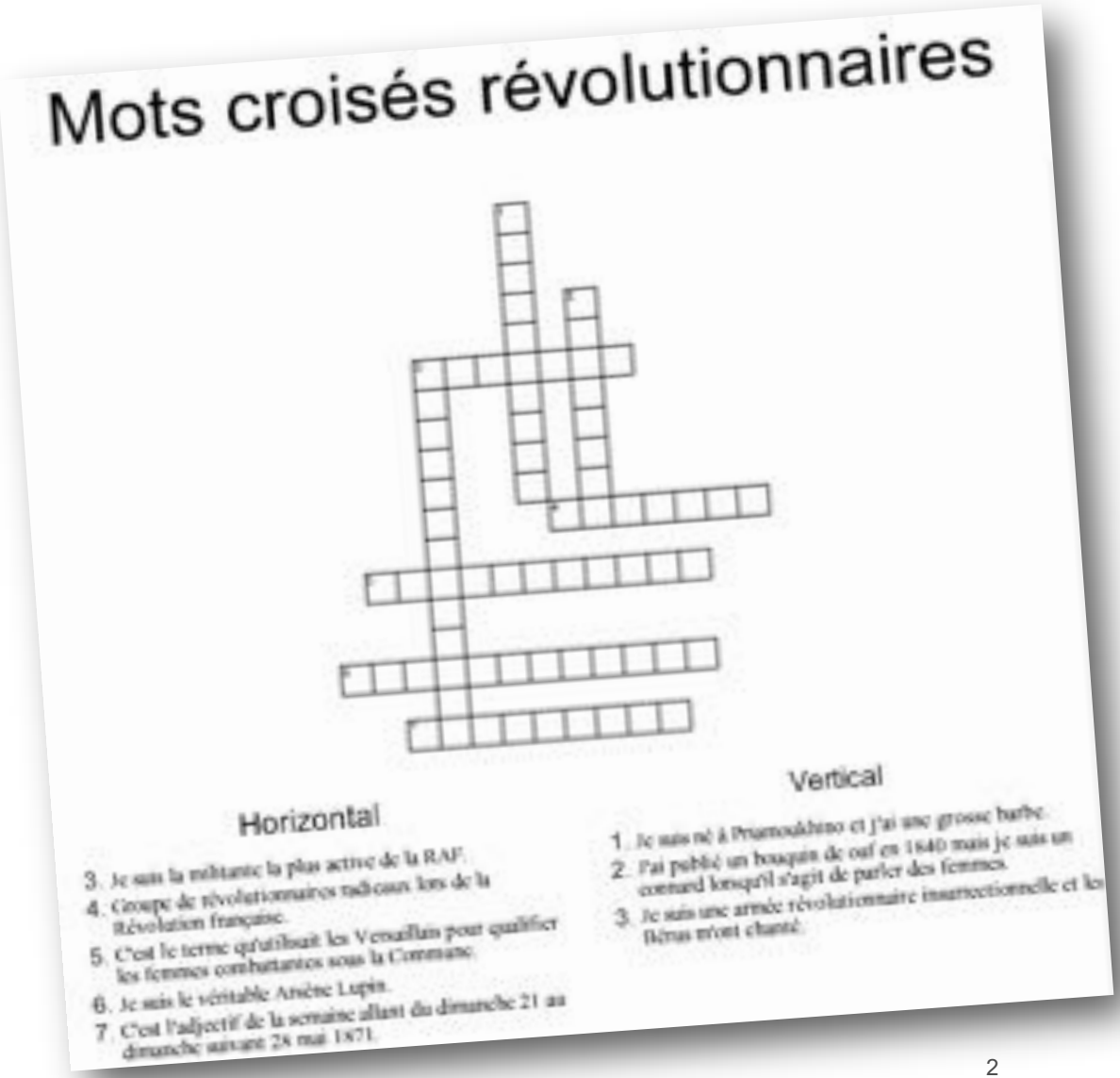
Pour autant, il y a une autre hiérarchie à combattre : celle de l'invisibilité des conditions de travail malgré les revendications de nos collègues agent-e-s, de nos collègues de vie scolaire, de nos collègues assistant-e-s d'élèves en situation de handicap (AESH), de nos collègues de l'administration… La diversité de leurs statuts illustre la précarité de la situation de beaucoup d'entre elles et eux. Contrats aidés et/ou recrutement par le/la chef-fe d'établissement pour certain-e-s, dépendant-e-s du ministère de l'Education nationale ou de la collectivité locale, tâches de plus en plus nombreuses, elles et ils sont en première ligne face à la dégradation du service public d'éducation en Seine-Saint-Denis.

La lutte qu'ont initié plusieurs organisations syndicales de l'éducation ou du Conseil départemental afin de permettre des recrutements d'agent-e-s et une titularisation de toutes et tous est essentielle. Ainsi, dans nos écoles, collèges et lycées, les restrictions budgétaires des mairies, du département ou de la région sont ressenties au quotidien : sous-effectif chronique, absences non remplacées, conditions d'hygiène et/ou de sécurité parfois pas respectées obligeant les agent-e-s à menacer d'une fermeture des cantines scolaires pour se faire entendre.

De la même façon, en vie scolaire, l'absence de recrutement associée à la précarité des contrats des Assistant-e-s d'Education dont le renouvellement est soumis chaque année au bon vouloir du/de la chef-fe d'établissement et est de toute façon limité à six années, rendent la mission toujours plus compliquée. Avec, en prime, des salaires dépassant péniblement le SMIC pour 42 heures de travail par semaine. Dans notre département, combien d'établissements scolaires du second degré fonctionnent avec un personnel de vie scolaire pour cent élèves ou à peine plus ? Comment peut-on assurer l'accueil, favoriser une ambiance bienveillante et sûre pour nos élèves dans ces conditions ?

Notre Fédération syndique l'ensemble des travailleuses et travailleurs de l'éducation, quelle que soit sa fonction dans l'établissement scolaire, quel que soit son statut, selon le principe « Un lieu de travail, un syndicat ». C'est, pour nous, la possibilité que les constats, les analyses et les revendications de chacune et chacun soient pris en compte afin de construire une autre école dans laquelle chaque travailleuse, chaque travailleur, serait respecté-e.

Face aux divisions provoquées par l'institution, répondons par l'unité de classe !



LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT

Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel.

AUTOGESTIONNAIRE

Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes.

DE COMBAT

Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

SOLIDAIRE

Parce que les hiérarchies s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée.

ANTICAPITALISTE

Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devrons les orienter pour le bien de toute la collectivité. C'est pourquoi le syndicalisme doit être porteur de changement. Un projet révolutionnaire.

TEMOIGNAGE : « SANS- »

Alice (le nom a été changé) fait partie d'un syndicat étudiant autonome à la fac de Nanterre s'occupant des « sans-fac ». Cette année plus de 400 étudiants, s'étant vu refuser une inscription à Nanterre, ont souhaité déposer un dossier auprès des syndicats; la moitié d'entre eux sont des L1 qui n'ont rien eu suite à APB.

C'est la même chose chaque année : les syndicats étudiants mettent en place des chaînes d'inscription avant et après les vacances d'été, devant le bâtiment de l'administration, pour se rendre accessibles aux sans-fac. L'administration de l'université fournit des « dossiers » aux syndicats, qu'ils remplissent avec les sans-fac.

Les syndiqués commencent par vérifier si cela pourra être utile. Par exemple, si l'élève est déjà inscrit à Nanterre mais dans une autre filière que celle de son choix, il ne peut être considéré comme un sans-fac mais peut tenter une réorientation précoce. Les syndicats se concentrent sur ceux qui n'ont pas de fac ou qui sont inscrits dans une autre fac (dans ce cas il est nécessaire de ne pas le préciser car cela est un motif de refus automatique). Le syndicat d'Alice ne refuse aucun dossier car, pour eux, tout élève ayant eu le Bac doit pouvoir intégrer l'université dans la filière de son choix.

Parmi les dossiers déposés il y a un nombre important d'étrangers qui ne pourront pas renouveler leur titre de séjour et de gens qui risquent de perdre leur bourse s'ils n'ont pas le statut étudiant. Les élèves discriminés par APB sont donc le reflet de la société : ceux marginalisés par la société sont les plus touchés.

Mi-septembre, le syndicat d'Alice a déjà déposé 50 dossiers auprès de l'administration et 50 dossiers attendent d'être complétés. A Nanterre deux syndicats s'occupent des sans-fac : l'UNEF (syndicat national, séparé en deux tendances: l'UNEF-TACLE qui a déposé 120 dossiers cette année et l'UNEF-majo qui refuse de communiquer ses chiffres et de collaborer avec les autres militants) et depuis cette année seulement, le syndicat autonome. Les dossiers remplis (pièce d'identité, relevés de notes, lettre de motivation...), sont lus par le vice-président qui décide quel dossier est accepté ou non. Il annonce les résultats lors de longues réunions pendant lesquelles des représentants syndicaux essaient de défendre des dossiers pour obtenir des inscriptions. Cette année, très peu de dossiers sont acceptés, mais grâce à la mobilisation, ils ont réussi à faire inscrire une quinzaine de sans-fac. Le vice-président a tout-pouvoir et refuse de communiquer ses critères de sélection. Il est toujours possible après le refus de faire une lettre de recours individuellement.

Les élèves discriminés par APB sont donc le reflet de la société : ceux marginalisés par la société sont les plus touchés.

Le syndicat d'Alice n'est présent que depuis cette année à Nanterre et a des rapports tendus avec les autres syndicats. Lorsqu'ils ont souhaité participer aux réunions, l'UNEF-majo s'y est opposée, ils n'ont pu entrer que grâce à l'aide de l'UNEF-TACLE et des étudiants sans-fac qui s'étaient rassemblés à l'occasion. Ces réunions restent toutefois le reflet de la discrimination syndicale : le vice-président semble plus complaisant à l'égard de l'UNEF-majo, probablement parce que cette tendance est celle qui cause le moins de problèmes à l'administration, puisqu'elle n'appelle jamais à se mobiliser. La mobilisation sur la fac reste assez confidentielle. Il est difficile de mobiliser les sans-fac, qui n'ont pas de culture militante et sont souvent déjà occupés ailleurs (la plupart travaille). Les rassemblements organisés par les syndicats n'ont jamais été massifs, et malgré des actions fortes comme un blocage et une tentative d'occupation, la mobilisation piétine. Au fil du temps, une grande partie des sans-fac abandonnent et passent à autre chose.

DéDOUBLEMENTS DES CLASSES AU CP

UNE PRATIQUE MANAGéRIALE DE L'éCOLE

Le dispositif Macron « 100 % de réussite en CP » soulève plus de problèmes qu'il n'en résout. Diminuer les effectifs dans les classes de CP, personne n'est contre, bien au contraire. Et c'est sur cette revendication légitime que joue l'effet Macron.Se préoccuper des effectifs pour ce seul niveau du cycle 2 et privilégier le b.a.-ba en soulève d'autres. C'est donc une vision particulière de l'apprentissage de la lecture et de l'école que défendent Macron, Blanquer et leurs amis: une école 100 % rentable.

Une rentabilité à court terme. Il faudra savoir lire en un an. Comprendre: faudra bien décoder. Or, apprendre à lire c'est avant tout comprendre ce qu'on lit. C'est l'apprentissage d'une vie… En tous cas, cela commence bien avant le CP. D'ailleurs, les meilleurs élèves lecteurs sont ceux que l'on a bercé d'histoires, parfois même depuis leur plus tendre enfance utérine! L'alphabétisation à marche forcée que prône Macron, renforce les inégalités scolaires et crée des illettrés. Car lire, ce n'est pas déchiffrer. L'administration de l'Éducation Nationale le sait, elle qui passe plus de temps à évaluer la compréhension qu'à l'enseigner. Lire est une pratique culturelle. Il est à craindre que cette marche imposée au CP se fasse au détriment du lire pour s'émanciper, du lire pour comprendre le monde et agir dessus. Les compétences de décodage seront, de fait, privilégiées.

Blanquer veillera à évaluer très rapidement ces acquis. Retour sur investissement et mise au pas pédagogique, c'est le véritable effet Macron qui se cache derrière l'allègement considérable des effectifs en CP.

Encore une fois, les victimes de cette politique seront les mêmes: la carte de l'illettrisme en France recouvre celle de la grande pauvreté… Apprendre à lire mobilise des compétences multiples et complexes. Apprendre à raisonner est une autre paire de manche qui demande autrement plus d'ambition pédagogique... Se profile la disparition à bas bruit des cycles, des classes multi-âges (férocement combattues dans les campagnes au profit des RPI: Regroupement Pédagogique Intercommunal), des projets d'école qui, même imparfaits, revendiquent une approche éducative -sur la durée- des apprentissages, notamment en lecture.

Les « CP à 12 » remettent en cause ces pratiques. Des inspecteurs de circonscription se sont empressés fin juin d'invalider des projets inter-cycles afin de mettre en place le dispositif Macron. Ailleurs, des maîtres supplémentaires ont été sommés de prendre une classe de CP.

Cette gestion des apprentissages s'est appliquée à moyens constants. En Seine-St-Denis, à Paris, les directions académiques ont puisé les postes nécessaires aux dédoublements dans le stock des remplaçant·e·s. Tous les postes de maîtres supplémentaires ont été supprimés dans les REP+. Ils sont en sursis pour toutes les autres écoles. Postes bloqués ou vacants, ils ont été affectés aux CP, sans création de poste.
Les « réussites » Macron reconfigurent une école du tri social où les exclu·e·s n'auront qu'à s'en prendre à eux-mêmes. Vous n'avez pas appris à lire en temps et en heure? C'est de votre faute... ou celle des profs de CP! Le LSUN (Livret Scolaire Unique Numérique) fera la sélection entre le bon grain et l'ivraie.

Radio libertaire

Retrouvez nous sur Radio libertaire 89.4 Le deuxième mardi du mois de 20h30 à 22h30

La mauvaise herbe

Revue de la fédération CNT des travailleur-euse-s de l'éducation

La lutte continue, Semons la rébellion et Récréation permanente sont les titres des trois premiers numéros de la Mauvaise herbe, revue syndicale et pédagogique.

Le quatrième, Graines de désobéissance, est sorti !

A commander à :

CNT-FTE , 33 rue des Vignoles, 75020 Paris.

Stage Anti Hiérarchie

Le lundi 27 et le mardi 28 novembre à la bourse du Travail, 3, rue du Château d'eau, M République

NOUS CONTACTER

N'hésitez pas à venir nous voir, nous envoyer un mail ou un pigeon voyageur.

ADRESSE

33, rue des Vignoles

75020 Paris

Métro Buzenval (L.9)
Métro Avron (L.2)

PERMANENCE

tous les lundis

de 14h à 19h

et les mercredis

de 18h à 20h

SITE

www.cnt-f.org/fte/

MAIL

educ93@cnt-f.org